

No. 47545

**Belgium
and
Mauritius**

Agreement on mutual administrative assistance in customs matters between the Government of the Kingdom of Belgium and the Government of the Republic of Mauritius. Brussels, 10 April 2007

Entry into force: *1 June 2010 by notification, in accordance with article 18*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Belgium, 29 June 2010*

**Belgique
et
Maurice**

Accord d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Maurice. Bruxelles, 10 avril 2007

Entrée en vigueur : *1^{er} juin 2010 par notification, conformément à l'article 18*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Belgique, 29 juin 2010*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD
D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE EN MATIERE DOUANIERE
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE MAURICE

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE MAURICE,

désignés ci-après comme les « Parties contractantes »,

CONSIDÉRANT que les infractions aux lois douanières portent préjudice aux intérêts économiques, commerciaux et sociaux de leurs pays respectifs,

CONSIDÉRANT qu'il est important d'assurer la juste perception des droits de douane et autres taxes et de veiller à ce que les restrictions, les prohibitions et les contrôles soient appliqués correctement,

RECONNAISSANT la nécessité de coopérer à l'échelon international au sujet des questions liées à l'application de leur législation douanière,

CONVAINCUS que la lutte contre les infractions aux lois douanières peut être rendue plus efficace par une étroite coopération entre leurs autorités douanières,

VU les Conventions internationales prévoyant des prohibitions, des restrictions et des mesures particulières de contrôle à l'égard de certaines marchandises,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

DÉFINITIONS

Article 1

Aux fins du présent accord, on entend par:

1. « Autorités douanières »:

Pour la République de Maurice: Mauritius Revenue Authority, organe établi par la Mauritius Revenue Authority Act 2004, qui agit comme agence du Gouvernement de la République de Maurice en matière de douanes

Pour le Royaume de Belgique: l'Administration des douanes et accises, Service public fédéral Finances.

2. « Lois douanières »: ensemble des prescriptions légales et réglementaires appliquées par les autorités douanières en ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit des marchandises, que ces prescriptions se rapportent aux droits de douane, ou à tous autres droits et taxes, ou encore aux mesures de prohibition, de restriction et de contrôle.
3. « Infraction douanière »: toute violation ou tentative de violation de la législation douanière.
4. « Personne »: toute personne physique ou morale.
5. « Données à caractère personnel »: les données concernant une personne physique dûment identifiée ou identifiable.
6. « Informations »: tout(e) donnée, document, rapport, copie certifiée conforme de ces derniers ou toute autre communication, sur support informatique ou autre.
7. « Renseignements »: les informations traitées ou analysées afin de fournir des précisions s'agissant d'une infraction douanière.
8. « Administration requérante »: l'administration des douanes qui formule une demande d'assistance, ou à laquelle cette assistance est prêtée
9. « Administration requise »: l'administration des douanes à laquelle une demande d'assistance est adressée, ou qui prête cette assistance.

CHAMP D'APPLICATION DE L'ASSISTANCE

Article 2

1. Les Parties contractantes conviennent de se prêter mutuellement assistance et de se fournir des informations et des renseignements, par l'intermédiaire de leurs autorités douanières afin de prévenir, rechercher, poursuivre et réprimer toute infraction aux lois douanières.

2. L'assistance prévue par le présent accord comprend également, si la demande en est faite, par l'une des autorités douanières, tous renseignements de nature à assurer la juste application des lois douanières.
3. Toute assistance est apportée par chaque Partie contractante conformément aux dispositions légales et administratives qu'elle applique et dans les limites de la compétence et des ressources disponibles de ses autorités douanières.

Article 3

1. Sur demande, l'administration requise fournit toutes les informations sur la législation et les procédures douanières nationales utiles aux enquêtes menées en ce qui concerne une infraction aux lois douanières.
2. Chaque administration des douanes communique sur demande ou de sa propre initiative toutes les informations dont elle dispose sur les questions suivantes:
 - a) nouvelles techniques de lutte contre les infractions douanières, dont l'efficacité a été prouvée;
 - b) nouvelles tendances s'agissant des infractions douanières, et moyens ou méthodes employés pour les commettre;
 - c) nouvelles techniques et méthodes améliorées en matière de fraude douanière.
3. Par l'intermédiaire de leurs autorités douanières respectives, les Parties contractantes, si ce n'est pas contraire à leur droit national, s'efforceront également de coopérer dans le cadre:
 - a) de l'instauration, du développement et de l'amélioration de programmes spécifiques de formation de leur personnel;
 - b) de la mise en place d'un point de contact et de la mise à jour de moyens de communication entre leurs administrations afin de faciliter l'échange rapide et sûr de renseignements;
 - c) de la facilitation d'une coordination efficace entre leurs administrations, y compris l'échange de personnel et d'experts;
 - d) de l'examen et de la mise à l'essai de nouveaux équipements et procédures;
 - e) de toutes autres matières administratives générales susceptibles, de temps à autre, de nécessiter leur action conjointe.

CAS PARTICULIERS D'ASSISTANCE

Article 4

1. Sur demande, l'administration requise fournit à l'administration requérante des informations notamment sur les points suivants:
 - a) la régularité de l'exportation, à partir du territoire douanier de la Partie contractante requise, des marchandises importées dans le territoire douanier de la Partie contractante requérante;
 - b) la régularité de l'importation, dans le territoire douanier de la Partie contractante requise, des marchandises exportées du territoire douanier de la Partie contractante requérante, et le régime douanier sous lequel les marchandises ont éventuellement été placées.
2. Les Parties contractantes se chargent de recueillir, d'analyser, d'évaluer et de communiquer des renseignements pour aider à la détection et à la prévention du blanchiment d'argent et du financement d'activités terroristes.

Article 5

Sur demande, l'administration requise fournit des informations et des renseignements et exerce une surveillance spéciale sur:

- a) les personnes au sujet desquelles l'administration requérante a des raisons de penser qu'elles commettent ou peuvent commettre des infractions aux lois douanières de la Partie requérante;
- b) les marchandises désignées par la Partie requérante comme faisant l'objet d'un trafic irrégulier ou soupçonné d'être irrégulier, à destination ou en provenance du territoire de la Partie requérante;
- c) les moyens de transport et les locaux soupçonnés d'être utilisés pour commettre des infractions aux lois douanières sur le territoire douanier de la Partie requérante.

Article 6

1. Les administrations douanières se communiquent mutuellement, sur demande ou de leur propre initiative, des informations et des renseignements sur les opérations achevées ou envisagées qui constituent ou semblent constituer une infraction aux lois douanières de la Partie requérante.

2. Dans les cas graves pouvant porter sérieusement atteinte à l'économie, à la santé publique, à la sécurité publique ou à tout autre intérêt vital d'une Partie contractante, l'administration douanière de l'autre Partie contractante fournit, sans délai, si elle en a connaissance, des informations et des renseignements de sa propre initiative.

INFORMATION ET RENSEIGNEMENT

Article 7

1. Les originaux des dossiers, documents et autres données ne sont demandés que dans les cas où des copies ne suffiraient pas. Dans ces cas, lorsque les originaux ne peuvent être fournis, des copies certifiées conformes sont adressées à l'administration requérante.
2. La transmission des originaux des dossiers, documents et autres données s'effectue sans préjudice des droits que la Partie requise ou des tiers auraient acquis sur ces documents.
3. Les dossiers, documents et autres données ainsi transmis doivent être restitués dans les meilleurs délais. S'ils sont requis dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative, ils seront, sur demande, renvoyés immédiatement.
4. Les informations et les renseignements à échanger conformément au présent accord sont accompagnés de toutes les indications utiles permettant de les interpréter ou de les exploiter.

EXPERTS ET TÉMOINS

Article 8

Selon les dispositions nationales en vigueur, les autorités douanières de chacune des Parties peuvent, à la requête des autorités douanières de l'autre Partie, autoriser leurs agents, pour autant que ceux-ci y consentent, à comparaître comme témoins devant les tribunaux ou autorités administratives sur le territoire de l'autre Partie, et à produire les dossiers, documents ou autres données, ou les copies de ceux-ci certifiées conformes, qui peuvent être jugés essentiels pour les poursuites. Ces agents déposent dans les limites fixées par l'autorisation sur les constatations faites par eux au cours de l'exercice de leurs fonctions. La demande de comparution doit préciser notamment dans quelle affaire et en quelle qualité l'agent sera interrogé.

EXÉCUTION DES DEMANDES

Article 9

1. L'administration douanière requise prendra toutes les mesures raisonnables en vue de l'exécution de toute demande dans un délai raisonnable, et recherchera toute mesure officielle ou judiciaire nécessaire à son exécution.

2. Lorsqu'elle ne possède pas les informations demandées, l'administration requise doit, dans le respect des dispositions légales nationales et administratives nationales:
 - a) entreprendre des recherches pour obtenir ces informations; ou
 - b) transmettre rapidement la demande à l'autorité compétente; ou
 - c) indiquer quelles sont les autorités compétentes en la matière.

Article 10

1. Sur demande écrite, aux fins des enquêtes concernant une infraction aux lois douanières de la Partie contractante requise, les fonctionnaires spécialement désignés par l'administration requérante peuvent, avec l'autorisation de l'administration requise, et sous réserve des conditions imposées le cas échéant par celle-ci:
 - a) consulter, en présence de fonctionnaires de l'autorité requise, dans les bureaux de l'administration requise, les documents, dossiers et autres données pertinentes détenus dans ces bureaux et demander que les fonctionnaires de l'autorité requise examinent ces documents, dossiers et autres données;
 - b) se faire produire copie de ces documents, dossiers et autres données pertinentes concernant l'infraction en cause;
 - c) assister à toute enquête effectuée par l'administration requise sur le territoire douanier de la Partie contractante requise, et utile à l'administration requérante.
2. Lorsque, dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article, des fonctionnaires de l'administration requérante sont présents sur le territoire de l'autre Partie contractante, ils doivent à tout moment être en mesure de fournir la preuve qu'ils ont officiellement qualité pour agir.
3. Ils bénéficient sur place de la même protection et de la même assistance que celles accordées aux fonctionnaires des douanes de l'autre Partie contractante par la législation en vigueur sur le territoire de cette dernière et sont responsables de toute infraction commise le cas échéant.
4. La présence de fonctionnaires de l'administration requérante sur le territoire de la Partie contractante requise en vertu du présent article sera uniquement à titre consultatif. Nulle disposition du présent article ne sera interprétée dans le sens d'une permission donnée aux fonctionnaires de l'administration requérante de prendre une part active dans des enquêtes, ou de l'exercice de toute compétence judiciaire ou d'investigation accordée aux fonctionnaires des douanes de l'autorité requise conformément aux dispositions légales nationales de la Partie contractante requise.
5. L'administration douanière requérante est, si elle en fait la demande, informée de l'heure et du lieu de l'opération à entreprendre par suite d'une demande, de sorte que cette opération puisse être coordonnée.

PROTECTION DE L'INFORMATION

Article 11

1. Les informations et les renseignements reçus dans le cadre de l'assistance administrative conformément au présent accord doivent être utilisés exclusivement aux fins du présent accord et par les autorités douanières, sauf lorsque la Partie contractante qui a fourni ces informations autorise expressément leur utilisation, par les autorités douanières, à d'autres fins, ou par d'autres autorités.
2. Les informations ou les renseignements reçus conformément au présent accord doivent être considérés comme confidentiels et bénéficier d'une protection au moins équivalente à celle prévue pour les informations ou les renseignements de même nature par la législation nationale de la Partie contractante qui les reçoit.

DÉROGATIONS

Article 12

1. L'assistance prévue par le présent accord peut être refusée lorsque la Partie contractante requise estime qu'elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à tout autre intérêt national essentiel, si elle implique la violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel, ou est incompatible avec les dispositions légales et administratives appliquées par cette Partie contractante.
2. Lorsque l'administration requérante n'est pas en mesure de satisfaire une demande de même nature qui serait présentée par l'administration requise, elle signale le fait dans l'exposé de sa demande. Dans un tel cas, l'administration requise a toute latitude pour déterminer la suite à donner à cette demande.
3. L'assistance peut être différée par l'administration requise lorsqu'elle perturbe une enquête, des poursuites judiciaires ou une procédure en cours. Dans ce cas, l'administration requise consulte l'administration requérante pour déterminer si l'assistance peut être apportée, sous réserve que soient remplies les conditions imposées éventuellement par l'administration requise.
4. Dans le cas où il ne peut être donné suite à une demande d'assistance, l'administration requérante en est immédiatement avertie, avec un exposé des motifs et des circonstances qui peuvent être importants pour la suite de l'affaire.

FORME ET CONTENU DES DEMANDES D'ASSISTANCE

Article 13

1. Les demandes faites en vertu du présent accord sont présentées par écrit ou électroniquement. Les documents nécessaires à l'exécution de ces demandes doivent y être joints. Si la situation l'exige, des demandes verbales peuvent également être acceptées, mais doivent être confirmées par écrit.
2. Les demandes conformément au paragraphe 1 du présent article comprennent les renseignements suivants:
 - a) l'autorité dont émane la demande;
 - b) la nature de la procédure en cause;
 - c) l'objet et le motif de la demande;
 - d) les noms et adresses des parties concernées par la procédure, s'ils sont connus;
 - e) une brève description de l'affaire en cause et la mention des dispositions légales en jeu.
 - f) le lien entre l'assistance sollicitée et la question sur laquelle porte cette assistance.
3. Toutes les demandes sont établies en anglais ou en français.

COÛTS

Article 14

1. Les administrations douanières renoncent à toute réclamation pour le remboursement des frais résultant de l'application du présent accord, à l'exception des dépenses pour témoins, ainsi que des honoraires versés aux experts et aux interprètes autres que des agents administratifs.
2. Si des frais élevés et inhabituels doivent ou devront être encourus pour donner suite à la demande, les Parties contractantes se concertent pour déterminer les conditions dans lesquelles la demande sera satisfaite, ainsi que la manière dont ces frais seront pris en charge.
3. Les frais entraînés par application des articles 8 et 10, paragraphe 1, sont à la charge de la Partie requérante.

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD

Article 15

1. Les autorités douanières respectives prennent des dispositions pour que l'assistance soit effectuée par communication directe entre les fonctionnaires désignés à cet effet.

2. Les autorités douanières arrêtent des dispositions détaillées pour faciliter la mise en œuvre du présent accord.
3. Les autorités douanières s'efforcent de résoudre de concert toute difficulté ou doute soulevés par l'application du présent accord.
4. Les différends pour lesquels aucune solution n'est trouvée sont réglés par la voie diplomatique.

APPLICATION

Article 16

1. Le présent accord est applicable aux territoires douaniers des deux Parties contractantes tels qu'ils sont définis par les dispositions légales et administratives applicables à ces dernières.
2. Toute information d'intérêt communautaire en matière de fraude et d'irrégularité douanière qui serait communiquée par les autorités douanières de la République de Maurice aux autorités douanières du Royaume de Belgique, peut être retransmise par ces dernières à la Commission européenne, avec notification préalable aux autorités douanières de la République de Maurice.

FORMATION

Article 17

Les Parties conviennent de se prêter assistance dans le domaine technique, notamment dans le domaine de la formation et dans la réforme douanière qui comprend, entre autres, la réforme d'accise, Gestion de Risque, Cadre de Normes OMD et pour la certification d'Opérateur Economique Agréé (OEA). Cette formation consistera en sessions de cours et/ou stages pratiques éventuels. Les modalités pratiques et budgétaires de ces formations seront précisées dans un protocole d'accord.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DÉNONCIATION

Article 18

1. Chaque Partie contractante notifiera à l'autre par écrit et par voie diplomatique, l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution ou ses procédures nationales régissant l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet le premier jour du troisième mois suivant la date de la notification.

2. Après cinq années à dater de l'entrée en vigueur du présent accord et à la demande de l'une des Parties, les autorités douanières se réunissent en vue de réexaminer ledit accord.

Article 19

1. Le présent accord est conclu pour une durée illimitée, mais chacune des Parties contractantes peut le dénoncer à tout moment par notification effectuée par voie diplomatique.
2. La dénonciation prendra effet six mois à compter de la date de la notification de la dénonciation l'autre Partie contractante. Les procédures en cours au moment de la dénonciation doivent néanmoins être achevées conformément aux dispositions du présent accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

FAIT à Bruxelles le 10 avril 2007, en double exemplaire, chacun en langue française.

**POUR LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME DE BELGIQUE:**



Didier REYNDERS,
Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances

**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE DE MAURICE:**



L'Honorable Rama Krishna SITHANEN,
Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances
et du Développement Economique

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT ON MUTUAL ADMINISTRATIVE ASSISTANCE IN CUSTOMS MATTERS BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BELGIUM AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF MAURITIUS

The Government of the Kingdom of Belgium and the Government of the Republic of Mauritius, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Considering that offences against Customs law are detrimental to the economic, commercial and social interests of their respective countries,

Considering the importance of ensuring the accurate assessment of customs duties and other taxes as well as the proper implementation of the provisions of restriction, prohibition and control,

Recognizing the need for international cooperation in matters related to the enforcement of their customs laws,

Convinced that efforts to prevent offences against customs laws would be made more effective through close cooperation between their Customs Authorities,

Having regard to the international conventions providing for measures of prohibition, restriction and special control pertaining to certain goods,

Have agreed as follows:

Article 1. Definitions

For the purposes of this Agreement:

1. The term “Customs Authorities” shall mean:

For the Republic of Mauritius: the Mauritius Revenue Authority, a body established by the Mauritius Revenue Authority Act 2004, which serves as the customs agency of the Government of the Republic of Mauritius;

For the Kingdom of Belgium: the Administration of Customs and Excise of the Ministry of Finance.

2. The term “Customs laws” shall mean: the provisions laid down by law or regulation enforced by the Customs Authorities concerning the importation, exportation and transit of goods, whether relating to customs duties or any other charges or taxes, or to measures of prohibition, restriction or control.

3. The term “Customs offence” shall mean: any breach or attempted breach of the Customs laws.

4. The term “person” shall mean: either a physical human being or a legal entity.

5. The term “personal data” shall mean: data concerning an identified or identifiable physical human being.

6. The term “information” shall mean: any data, documents, reports, or certified copies thereof, or other communications, made electronically or otherwise.

7. The term “intelligence” shall mean: information which has been processed and/or analyzed to provide further details relevant to a customs offence.

8. The term “Requesting Administration” shall mean: the Customs Administration which requests assistance or to which such assistance is provided.

9. The term “Requested Administration” shall mean: the Customs Administration from which assistance is requested, or which provides such assistance.

Article 2. Scope of Assistance

1. The Contracting Parties shall through their Customs Authorities afford each other assistance, information and intelligence for the prevention, investigation, prosecution and repression of any offences against customs laws.

2. All assistance under this Agreement shall also include, on a Customs Authority’s request, all information apt to ensure proper application of customs laws.

3. Assistance shall be performed by each Contracting Party in accordance with its legal and administrative provisions and within the limits of the Customs Authorities’ competence and available resources.

Article 3

1. Upon request, the Requested Administration shall provide all information about the national customs laws and procedures applicable and relevant to inquiries relating to any offence against customs laws.

2. Either upon request or on its own initiative, either Customs Authority shall communicate all available information relating to:

(a) New techniques used in combating customs fraud, the effectiveness of which have been proved;

(b) New trends and means or methods used in committing customs offences;

(c) New improved techniques and methods in the area of customs fraud.

3. Through their respective Customs Authorities, the Contracting Parties shall, provided it is in keeping with their national legislation, also endeavour to cooperate in the following areas:

(a) Establishment, development and improvement of specific personnel training programmes;

(b) Setting up of a focal point and updating of means of communication between their administrations in order to facilitate prompt and secure exchange of intelligence;

(c) Facilitation of effective coordination between their administrations, including the exchange of personnel and experts;

(d) Examination and testing of new equipment and procedures;

(e) Any other general administrative matters likely, from time to time, to require their joint action.

Article 4. Special Instances of Assistance

1. Upon request, the Requested Administration shall supply the Requesting Administration with the following information:

(a) Whether the goods imported into the customs territory of the Requesting Contracting Party have been lawfully exported from the customs territory of the requested Contracting Party;

(b) Whether goods exported from the customs territory of the requested Contracting Party have been lawfully imported into the customs territory of the requesting Contracting Party, and the customs procedure, if any, under which the goods have been placed.

2. The Contracting Parties undertake to collect, analyze, evaluate and communicate intelligence in order to assist in the detection and prevention of money-laundering and the financing of terrorist activities.

Article 5

Upon request, the Requested Administration shall supply information and intelligence on, and maintain special surveillance over:

(a) Persons known to the Requesting Administration to have committed offences against customs laws, or suspected of doing so;

(b) Goods notified by the Requesting Party as giving rise to illicit, or suspected illicit traffic, towards or from its territory;

(c) Means of transport and premises suspected of being used to commit offences against customs laws in the customs territory of the Requesting Party.

Article 6

1. The Customs Administrations shall provide each other, either on request or on their own initiative, with information and intelligence on transactions, completed or planned, that constitute or appear to constitute an offence against the customs laws of the Requesting Party.

2. In serious cases that could involve substantial damage to the economy, public health, public security, or any other vital interest of one Contracting Party, the customs Administration of the other Contracting Party shall, without delay and on its own initiative, supply any information and intelligence of which it is aware.

Article 7. Information and Intelligence

1. Originals of files, documents and other material shall be requested only in cases where copies would be insufficient. In these cases, when originals cannot be supplied, certified copies thereof shall be supplied to the Requesting Administration.

2. Originals of files, documents and other material shall be transmitted without prejudice to the rights that the requested Contracting Party or any other third party would have acquired on these documents.

3. Files, documents and other material thus transmitted shall be returned at the earliest opportunity. If they are needed for a judicial or administrative proceeding they shall, upon request, be returned immediately.

4. Any information and intelligence to be exchanged under this Agreement shall be accompanied by all relevant information for interpreting or utilizing it.

Article 8. Experts and Witnesses

In accordance with the national provisions in force, at the request of the other Party, the Customs Authorities of each Contracting Party may authorize their officers to appear, subject to their consent, as witnesses before the courts or administrative authorities in the territory of the other Party, and to produce such files, documents and other material, or certified copies thereof, as may be considered essential for the proceedings. These officials shall, within the limit of their authorization, give evidence regarding facts established by them in the performance of their duties. The request for appearance must clearly indicate, inter alia, in what case and in what capacity the official is to be examined.

Article 9. Execution of Requests

1. The Requested Customs Administration shall take all reasonable measures for the execution of any request within a reasonable time frame and shall seek all official or judicial measures required for its execution.

2. If it does not have the information requested, the Requested Administration shall, in accordance with its national legal and administrative provisions, either:

- (a) Initiate inquiries to obtain that information; or
- (b) Promptly transmit the request to the competent authority; or
- (c) Indicate which competent authorities are concerned.

Article 10

1. Upon written request, officials specially designated by the requesting Contracting Party may, with the authorization of the requested Contracting Party and subject to conditions the latter may impose, for the purposes of investigations regarding an offence against customs laws:

(a) Consult at the offices of the Requested Administration, in the presence of officials of the Requested Authority, documents, files and other relevant data held in those offices, and request the officials of the Requested Authority to examine the documents, files and other data;

(b) Have copies made of the documents, files and other relevant data in respect of that customs offence;

(c) Be present during an inquiry conducted by the Requested Administration in the customs territory of the requested Contracting Party, and relevant to the Requesting Administration.

2. When officials of the Requesting Administration are present in the territory of the other Contracting Party, in the circumstances provided for in paragraph 1 of this article, they must at all times be able to furnish proof of their official capacity.

3. They shall, while there, enjoy the same protection and the same assistance as that accorded to customs officials of the other Contracting Party, in accordance with the laws and regulations in force in the territory of the latter, and shall be liable for any offence they might commit.

4. The presence of officials of the Requesting Administration in the territory of the requested Contracting Party, in accordance with this article, shall be solely on a consultative basis. No provision of this article shall be interpreted as permitting officials of the Requesting Administration to take an active part in inquiries or to exercise any legal or investigative competence accorded to customs officials of the Requested Authority under the national legal provisions of the requested Contracting Party.

5. Upon request, the requesting customs Administration shall be informed of the time and place of the operation to be conducted in response to its request, with a view to its coordination.

Article 11. Protection of Information

1. Any information or intelligence received within the framework of administrative assistance under this Agreement shall be used solely for the purpose of this Agreement and by the Customs Authorities, except in cases in which the Contracting Party furnishing such information has expressly approved its use by the Customs Authorities for other purposes, or by other authorities.

2. Any information or intelligence received under this Agreement shall be treated as confidential and shall at least be subject to the same protection as is afforded to information and intelligence of like nature under the national law of the Contracting Party where it is received.

Article 12. Waivers

1. In cases where the requested Contracting Party is of the view that assistance under this Agreement would infringe upon its sovereignty, security, public order, or any other substantive national interest, would involve a violation of industrial, commercial or

professional secrecy, or would be inconsistent with the legal and administrative provisions applied by that Contracting Party, assistance may be refused.

2. If the Requesting Administration would be unable to comply if a similar request were made by the Requested Administration, it shall draw attention to that fact in its request. Compliance with such a request shall be at the discretion of the Requested Administration.

3. Assistance may be postponed by the Requested Administration on the grounds that it would interfere with an ongoing investigation, prosecution or proceeding. In such a case the Requested Administration shall consult with the Requesting Administration to determine if assistance can be given, subject to such terms and conditions as the Requested Administration may impose.

4. In the event that a request for assistance cannot be complied with, the Requesting Administration shall be promptly notified thereof and informed of the reasons and any circumstances which may be important for the further development of the matter.

Article 13. Form and Substance of Requests for Assistance

1. Documents necessary for the processing of requests made under this Agreement shall be attached to such requests. When the circumstances so require, requests may also be made orally, subject to written confirmation.

2. Requests pursuant to paragraph 1 of this Article shall include the following details:

- (a) The authority making the request;
- (b) The nature of the proceeding involved;
- (c) The subject of and reason for the request;
- (d) The names and addresses of the parties concerned with the proceeding, if known;
- (e) A brief description of the matter and a statement of the legal provisions involved;
- (f) The connection between the assistance requested and the matter to which such assistance refers.

3. All requests shall be drawn up in English or French.

Article 14. Costs

1. The Customs Administrations shall waive all claims for reimbursement of costs incurred in the execution of this Agreement, with the exception of expenses for witnesses, as well as fees for experts and for interpreters other than administrative officials.

2. If expenses of an extraordinary nature are or shall be required to execute the request, the Contracting Parties shall consult to determine the terms and conditions under which the request shall be executed, as well as the manner in which the costs shall be borne.

3. Costs incurred in application of Articles 8 and 10, paragraph 1, shall be borne by the requesting Party.

Article 15. Implementation of the Agreement

1. The Customs Authorities shall take measures so that assistance is implemented through direct communication between officials designated for that purpose.

2. The Customs Authorities shall decide on detailed arrangements to facilitate the implementation of this Agreement.

3. The Customs Authorities shall endeavour to resolve by mutual accord any problem or doubt arising from the interpretation or application of this Agreement.

4. Problems for which no solution is found shall be settled through the diplomatic channel.

Article 16. Application

1. This Agreement shall be applicable to the customs territories of both Contracting Parties as defined in their national legal and administrative provisions.

2. Any information of Community interest concerning customs fraud and irregularity communicated by the Customs Authorities of the Republic of Mauritius to the Customs Authorities of the Kingdom of Belgium may be forwarded by the latter to the European Commission, with prior notification of the Customs Authorities of the Republic of Mauritius.

Article 17. Training

The Parties agree to assist each other in the technical field, including in the field of training and customs reform, which includes excise reform, risk management and the WCO Framework of Standards, and for certification of the status of Authorized Economic Operator (AEO). Such training shall consist of prospective courses and/or practical traineeships. The practical and budgetary modalities of such training shall be set forth in a protocol of agreement.

Article 18. Entry into Force and Termination

1. Each Contracting Party shall notify the other in writing, through the diplomatic channels, of the completion of the internal procedures necessary for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the first day of the third month following the date of notification.

2. The Customs Authorities shall meet in order to review this Agreement at the end of five years from the date of its entry into force and upon the request of one of the Contracting Parties.

Article 19

1. This Agreement is concluded for an unlimited period of time, but either Contracting Party may terminate it at any time by notification through the diplomatic channel.

2. The termination shall take effect six months from the date of the notification of the termination to the other Contracting Party. Proceedings ongoing at the time of termination shall nonetheless be completed in accordance with the provisions of this Agreement.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE at Brussels, on 10 April 2007, in duplicate in the French language.

For the Government of the Kingdom of Belgium:

DIDIER REYNDEERS

Deputy Prime Minister and Minister of Finance

For the Government of the Republic of Mauritius:

THE HONOURABLE RAMA KRISHNA SITHANEN

Deputy Prime Minister and Minister of Finance and Economic Development